



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1199

29 juillet 2015

- **Les risques d'apatridie demeurent avec les déportations de la République Dominicaine vers Haïti, reconnaît l'OEA**
- **Inquiétudes croissantes face à l'augmentation continue des prix sur le marché national**
- **Haïti-1915/2015, 100 ans : Pèlerinage en mémoire des victimes et de figures de la résistance à l'occupation américaine**
- **61 % de réussite à la session ordinaire de Philo 2015, sauf pour l'Ouest toujours en attente**

>> Les risques d'apatridie demeurent avec les déportations de la République Dominicaine vers Haïti, reconnaît l'OEA

Avec les déportations de personnes de la République Dominicaine (RD) vers Haïti, « il y a des personnes qui risquent de se retrouver sans aucune nationalité reconnue » ainsi que « des déplacements de populations qui survivent dans des conditions précaires ». Tel est le constat de la mission d'observation de l'Organisation des États américains (OEA), qui a séjourné, du 9 au 14 juillet 2015, en RD et en Haïti. La mission d'observation indique avoir éprouvé des difficultés à préciser le nombre exact de personnes déportées.

Plus de 43 000 personnes ont été déportées vers Haïti, dans des conditions jugées contraires aux droits humains, depuis la fin du Programme national (dominicain) de régularisation des étrangers (PNRE), le 17 juin 2015, selon un décompte d'organismes de droits humains sur l'île. Cette situation a provoqué une crise, qui a coûté le poste d'ambassadeur en République Dominicaine à Daniel Supplice, nommé représentant d'Haïti en février 2015 (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18533>).

Des cas d'agression sont régulièrement signalés. Le 22 juillet, Jean-René Colas, 32 ans, originaire de Boukan Chat, une localité dans la Forêt des Pins, a été blessé par balles, alors qu'il fabriquait du charbon de bois dans la zone dénommée Nan mawo en territoire dominicain. Il affirme avoir été interpellé, puis poursuivi par deux soldats dominicains, dont l'un a fait usage de son arme pour le blesser au pied. Le jeune homme est resté une journée entière dans les bois, pour échapper à ses poursuivants, avant d'être récupéré par sa famille vers

18h. Il a été conduit dans une clinique d'Oriani (autre localité dans la commune de Fonds-Verrettes), deux heures plus tard, où il a reçu des soins, que nécessitait son état. En août 2014, deux Haïtiens avaient péri sous les balles d'un Dominicain, alors qu'ils tentaient de fabriquer du charbon de bois dans le pays voisin.

Le rapport de la mission, présenté le 29 juillet 2015 au Conseil permanent de l'OEA, fait cinq recommandations. La mission d'observation recommande le dialogue entre les deux pays. Elle souhaite la sollicitation de l'appui de l'organisme continental à l'enregistrement des immigrants haïtiens, par le truchement du Programme d'universalisation de l'identité civile dans les Amériques – « PUICA » – de l'OEA. L'appui des autorités nationales et de la communauté internationale doit également être recherché en vue d'aider les personnes qui, après avoir fui la RD, vivent désormais, pour la plupart dans des conditions difficiles à la frontière.

La RD, qui a le droit « d'établir et d'appliquer sa propre politique migratoire », a consenti des « efforts » dans ce sens, dit la mission d'observation de l'OEA. « Des progrès ont été réalisés dans l'identification de personnes des deux côtés de la frontière. Il faut bâtir sur ces progrès et les élargir dans un esprit d'inclusion », ajoute le rapport.

Le 23 septembre 2013, la Cour constitutionnelle dominicaine a pris l'arrêt 168-13, dénationalisant plusieurs centaines de milliers de natifs Dominicains, nés de parents étrangers, la plupart d'origine haïtienne, à partir de 1929.

>> Inquiétudes croissantes face à l'augmentation continue des prix sur le marché national

Les prix des produits de première nécessité, comme le riz, l'huile et la farine, continuent d'augmenter depuis le début du mois de juin 2015, provoquant ainsi une situation économique « alarmante » sur tout le territoire national en Haïti. Due à l'augmentation du prix du dollar

américain, cette hausse des prix des produits, notamment alimentaires, entraîne de grandes difficultés pour les ménages les plus défavorisés. Depuis un mois, le taux de change tend à dépasser les 58 gourdes pour un dollar américain, alors qu'il était de 47 gourdes en

décembre 2014. L'indice des prix à la consommation (IPC, base 100 en août 2004) est chiffré à 234.6 en juin 2015, contre 230.2 en mai 2015.

Sur le marché national, les prix des produits de première nécessité n'ont pas cessé d'augmenter. 5 livres de riz local, auparavant à 150 gourdes, sont vendues cette semaine à 200 gourdes. Les prix des légumes, vivres alimentaires et autres, connaissent également une forte augmentation, ces derniers jours en Haïti. Environ 4 millions de personnes sont actuellement en insécurité alimentaire à travers le pays, selon les chiffres de juin 2015. En même temps, la saison de printemps, pendant

laquelle est assurée généralement 60 % de la production agricole, a été compromise cette année à cause de la sécheresse. La Coordination nationale de la sécurité alimentaire a prévenu qu'il y aurait une baisse substantielle, pouvant atteindre entre 60 à 70 % de la production agricole, dans plusieurs départements. Haïti exporte seulement pour 910 millions de dollars américains, notamment au niveau de la sous-traitance, alors que le pays continue d'importer annuellement pour près de 4 milliards de dollars. D'où un déficit commercial d'environ 3 milliards de dollars américains, selon la Banque de la république d'Haïti (BRH).

>> Haïti-1915/2015, 100 ans : Pèlerinage en mémoire des victimes et de figures de la résistance à l'occupation américaine

Un pèlerinage, dans plusieurs espaces historiques, a eu lieu, le 28 juillet 2015, pour commémorer les 100 ans de l'occupation américaine (28 juillet 1915- 28 juillet 2015). Accompagnée d'étudiants et professeurs de l'Institut supérieur d'études et de recherches en Sciences Sociales/ Institut d'études et de recherches africaines, une délégation de la Société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie (Shhgg) a visité la prison du pénitencier national (au centre de Port-au-Prince), où des prisonniers politiques ont été massacrés la veille du premier débarquement des marines américains en Haïti. Un moment de recueillement a été observé en souvenir de ces victimes.

Les États-Unis ont pris comme prétexte ce massacre (orchestré par le militaire Charles-Oscar Étienne, suivant les historiens), suivi de l'assassinat du président Vilbrin Guillaume Sam, pour débarquer dans le pays, rappelle Guerdy Lissade, vice-président de la Shhgg.

« 100 ans après, la nation a besoin de réfléchir sur ce qui s'est passé, parce que ce n'est pas l'unique occupation. Nous vivons encore une occupation. Nous avons besoin de nous rappeler les conséquences graves de cette occupation sur l'économie et l'agriculture du

pays », estime-t-il, déplorant combien « les stigmates de cette occupation américaine sont profondément ancrés dans nos mœurs et notre façon de vivre ». Appelant les Haïtiennes et Haïtiens à s'unir en conséquence, le professeur et historien Pierre Buteau encourage à poursuivre ce travail de mémoire en faveur de toutes les victimes de l'occupation, quel que soit leur camp.

Après le pénitencier national, le pèlerinage a atteint Bizoton (périphérie sud de la capitale), à la base navale Amiral Hammerton Killick, communément appelée la Marine haïtienne. Cet endroit est considéré comme le premier point de débarquement des marines américains. « Haïti doit renaître. Le pays est sur une mauvaise pente. Cette situation a débuté avec le débarquement des marines américains sur le sol », a exprimé Pierre Buteau à son arrivée sur ce lieu symbolique.

Le site, où se trouvait l'Arsenal - à la rue Magasin de l'État, à Port-au-Prince - a été également visité, pour honorer la mémoire des défenseurs de cette place, notamment le défunt soldat Pierre Sully, tombé sous les balles des marines américains, dans la soirée du 28 juillet 1915.

>> 61 % de réussite à la session ordinaire de Philo 2015, sauf pour l'Ouest toujours en attente

Plus de 17 000 admis, 10 000 ajournés, 811 éliminés sur un total d'environ 29 000 participants, soit un taux de réussite de 60,72% : tels sont les résultats de la session ordinaire (juin 2015) du baccalauréat 2e partie (communément philo), dans 9 départements du pays. Ces résultats, accessibles sur Internet, ne concernent pas l'Ouest (où se trouve la capitale Port-au-Prince), affichés par le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle pour l'année académique 2014/2015.

Le taux de réussite dans le département de l'Ouest - qui représente plus des 2/3 des 79 000 élèves inscrits cette année - n'est pas encore disponible, bien que les épreuves soient entièrement corrigées. La session

extraordinaire des examens du baccalauréat 2e partie (philo) aura lieu entre le 17 août et le 20 août. Comme prévu, les examens officiels du baccalauréat se sont déroulés uniquement en philo, tandis que les examens de baccalauréat première partie (rhéto) ont eu lieu dans chacun des établissements scolaires publics et privés de la république, à la fin de l'année académique 2014 - 2015.

Pour la session ordinaire de juin 2015, le département géographique, qui a eu le plus fort taux de réussite, est, pour l'instant, le département du Nord-Est, avec un taux de plus de 80 %. Les départements du Nord-Ouest et de la Grande Anse accusent un plus faible taux de réussite, soit respectivement 49% et 42%.

A lire également :

- Haïti-RD : Des relations complexes, violentes, avec des éclairs de solidarité (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18557>);
- Plusieurs centaines de migrants passent par Fonds-Verrettes pour se rendre en République Dominicaine (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18523>);
- 1915/100 ans : Marche de protestation dans la capitale, pour commémorer le centenaire de la première occupation américaine d'Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18570>);
- Sécheresse : De nombreuses pertes de récoltes dans plusieurs zones du département du Sud, alerte la Pohdh (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article18546>).